

<https://ricochets.cc/Covid-19-ni-egoisme-liberal-ni-administration-etatiste-des-desastres.html>



# Covid-19 : ni égoïsme libéral ni administration étatiste des désastres

- Les Articles -

Publication date: vendredi 6 août 2021

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

Les débats sur Ricochets et ailleurs me font rebondir en vrac sur le sujet des libertés.

Des manifestants crient « liberté », des gouvernements parlent de « sécurité première des libertés », alors creusons un peu certains aspects :

**Là on est pris de plus en plus dans un mauvais cercle vicieux avec le covid et les catastrophes climatiques, sociales et écologiques.**

**Les machines (ex)humaines prises au sein d'un système à tendance totalitaire voudraient retrouver de la liberté, mais laquelle ?**

**De plus en plus d'urgences risquent de se succéder aux urgences, ceci dans une société non-démocratique où la plupart des humains tendent à être transformés en sortes de « termites », de machines au sein d'un système à tendance totalitaire, qui s'enfoncent dans l'impuissance et la dépendance, mais qui parfois voudraient bien, à raison, (re)trouver de la liberté individuelle et collective.**



**Covid-19 : ni égoïsme libéral ni administration étatiste des désastres** On ne peut pas dompter la méga-machine et la rendre démocratique, écologique, soutenable

Du coup il y a un gros mélange entre

1. les "libertés" égoïstes des plus forts et plus malins de type libertariens (terme us) et libéraux (rejoins par nombre de consommateurs, conformément à ce que le modèle en place fabrique par tous les moyens), (« pas de passe, pas de masques, pas de vaccins », on se débrouille chacun)
2. des libertaires qui voudraient se diriger vers la responsabilité individuelle et collective via démocratie directe and co, avec des restrictions de libertés, éventuellement fortes si besoin, mais débattues et décidées collectivement dans des communautés déjà rompues à la solidarité (voir réaction des communautés zapatistes face au coronavirus en Post Scriptum), adaptées au terrain, appliquées de manière responsable et « intelligente » et non de manière policière et indifférenciée
3. et divers courants (de gauche ou de droite) qui voudraient une meilleure gestion étatique (et un meilleur gouvernement), moins autoritaire, que ce que fait le régime macroniste (ce qui est un peu sans issue vu la nature profondément irréformable de cette civilisation, mais y a moyen de faire moins pire).

Ces trois tendances sont en conflits, et même parfois se mélangent.

L'État et le capitalisme ayant à peu près éradiqués toute autre mode d'organisation, la technocratie autoritaire s'impose, surtout quand les désastres augmentent

Face à cette pandémie pénible, comme face à des désastres climatiques produits par la civilisation industrielle, il

vaut mieux dans des sociétés très peuplées une bonne dose d'organisation et d'(auto)discipline. L'État et le capitalisme ayant à peu près éradiqués toute autre mode d'organisation sociale qu'eux mêmes, il est très dur de faire autrement, sans eux.

On voit d'ailleurs, que même en plein coeur de la pandémie, l'État français, du fait de son besoin du capitalisme et de son mélange complice avec lui, s'évertue à démolir un peu plus les services publics de santé (en vue de faciliter leur démantèlement et leur privatisation).

## Sortir du cercle infernal des urgences sectorielles croissantes pour attaquer l'urgence globale au coeur ?

- ▶ **Si on ne fait que répondre aux urgences, alors le risque c'est de laisser totalement la main au système en place, qui va gérer (plus ou moins bien suivant les cas) les choses, à sa manière. Ce qui mène fatalement à des technocraties autoritaires (voir tribune en Post Scriptum : "no pass-aran"), et au final à une aggravation des urgences et des catastrophes vu que le système socio-économique qui les produit reste inchangé.**
- ▶ Mais si on ne répond pas aux urgences, c'est très brutal, c'est laisser mourir et souffrir les plus faibles, les classes exploitées, les moins riches, les plus exposés, et donc c'est aussi une forme de libéralisme sans pitié, de darwinisme « social » conforme au système en place, c'est intenable.  
C'est le même problème concernant la précarité (soulager la souffrance des salariés ou détruire le capitalisme et le marché de l'emploi ?), ou les désastres climatiques (secourir les inondés et reconstruire loin du fleuve ou démolir les infrastructures de la civilisation industrielle pour limiter l'ampleur du dérèglement climatique et donc limiter les futures inondations ?)

Autonomie et très grande responsabilité individuelle et collective, ET s'attaquer aux origines profondes des désastres

**La seule autre voie, une voie vivable, est la voie libertaire, avec l'autonomie individuelle et collective, la très grande responsabilité individuelle et collective associée à la liberté, la solidarité, l'égalité sociale. Une voie qui s'attaquerait aussi aux origines des problèmes au lieu de seulement rafistoler les conséquences, plus ou moins mal colmatées suivant la couleur du gouvernement.**

Même si les humains sont assez adaptables et peuvent assez vite retrouver de bons « réflexes », ça reste très très difficile là où on en est rendu car on est allé très loin dans des directions inverses : dans la déresponsabilisation, la dépossession, la dépendance (à l'État et aux produits capitalistes industriels), la centralisation autoritaire, le culte de la réussite personnelle par le matériel et la puissance, le culte d'égo vides, le machinisme, la glorification de la technologie et du replis sur soi, l'inaptitude à s'organiser collectivement... De plus le système en place s'oppose fermement à cette voie, il veut garder la main à tout prix, quitte à tout brûler et à tout réprimer.

Donc cette voie libertaire ne peut pas prendre le relai comme ça.

On est donc hélas condamné pour l'instant à subir plus ou moins la gestion étatique (l'administration des désastres, qui elle ne s'attaque pas aux causes, mais veut surtout nous faire supporter les conséquences, nous adapter à une vie dégradée maintenue sous système techno-policier) pour survivre, tout en essayant plus ou moins localement de faire autrement, tout en essayant de peser pour des changements radicaux à plus grande échelle.

Donc, en France, s'opposer au passe sanitaire, au fichage généralisé, à la surveillance totale, sans s'opposer fondamentalement à l'État et au capitalisme (à la civilisation industrielle), sans proposer et essayer de faire vivre une voie de type libertaire est assez vain, voué au final à l'échec (malgré certaines améliorations possibles temporairement qui pourraient faire illusion) et à l'enfoncement dans les mêmes ornières.

PS:

► Pour la politique des zapatistes concernant le coronavirus, voir :

- [Ce que les indigènes zapatistes ont à nous apprendre de la crise du coronavirus](#) - Au vu de la propagation de la pandémie sur le continent américain, un pays commence à susciter de vives inquiétudes : le Mexique. Face à la menace, les indigènes du Chiapas font preuve de sang-froid. Bien que dernièrement, les dangers se multiplient dans le berceau des communautés zapatistes, la lutte ne s'essouffle pas
- [COMMUNIQUÉ DU COMITÉ CLANDESTIN RÉVOLUTIONNAIRE INDIGÈNE - COMMANDEMENT GÉNÉRAL DE L'ARMÉE ZAPATISTE DE LIBÉRATION NATIONALE](#)
- [« Défendre la vie en temps de pandémie » / article d'opinion de Raúl Romero sur le mouvement autochtone mexicain](#)

C'est juste un exemple, à adapter suivant la culture locale et le contexte, mais on y voit un esprit de responsabilité hors des fluctuations hasardeuses et de l'autoritarisme des gouvernements.

---

## NO PASS-ARAN

Le peuple â€” car il s'agit de lui â€” se réveille contre les dernières mesures en date de la caste : contre les mesures ciblées d'obligation de vaccination de certaines professions, l'imposition d'un contrôle social digital généralisé et présenté comme un moindre mal, l'hypocrisie d'une politique dont les « éléments de langage » prétendent ne rien imposer, mais qui en vérité contraint à tout, contre la banalisation d'un « passe sanitaire » entraînant la mise au ban programmée de nombreuses personnes, des travailleurs ou des élèves.

D'un côté, il y aura les bons, doublement vaccinés ; de l'autre, les mauvais, pas encore ou pas assez vaccinés, ou simplement méfiants vis-à-vis du vaccin, pas convaincus ou pas encore. Pour les premiers, le flux ; pour les autres, le reflux, sauf à présenter un test bientôt payant et donc discriminatoire.

La cause de la levée des colères est simple. Elle est juste aussi. À condition de s'en tenir aux raisons qui la motivent. Il est inutile de chercher d'autres motifs en puisant au fond des passions tristes et du délit d'opinion, en complotant sur le complotisme supposé â€” et parfois avéré â€” des manifestants. Comme pour les Gilets jaunes, tout mouvement de masse en formation charrie ses contradictions. Le peuple est comme il est, jamais comme certains voudraient qu'il soit. Comme au temps des Gilets jaunes, l'appareil politique du discrédit recommence à frémir avec la même hargne, en s'instaurant garant de la morale publique, celle qu'il piétine pourtant chaque jour.

La droite dure et extrême veut s'emparer de la rue sur le thème de la « liberté »... Mais ces dévots habituels de l'autorité n'ont qu'un seul objectif : imposer la leur en devenant calife à la place du calife. Nos principes sont à l'opposé : ils sont la responsabilité et la solidarité. Notre cause est celle d'un peuple qui veut s'autodéterminer, éclairé sérieusement et en conscience par les faits scientifiques, guidé par la dure expérience des personnels hospitaliers hier célébrés comme des héros, aujourd'hui menacés comme des traîtres.

Mais Jupiter confond sciemment vaccination et passe sanitaire. Ce sont pourtant deux choses différentes. Le passe n'est pas un simple carnet de vaccination, il n'a pas seulement vocation à « protéger » comme on nous l'annonce, mais aussi à « renseigner ».

Depuis les premiers jours de mars 2020, le gouvernement impose une politique sanitaire/sécuritaire sur le mode de l'obligation, de la coercition, à l'image de ce qui s'est passé dans le domaine social. Il postule que la population est majoritairement irresponsable et que seules des mesures autoritaires sont à même de permettre le contrôle de la situation.

Bien au contraire, une authentique politique sanitaire doit refuser l'infantilisation et l'autoritarisme. Elle doit s'appuyer sur la pédagogie et la délibération. La contrainte et la décision d'un seul, dans un contexte d'État d'urgence quasi

permanent, suscite en revanche la méfiance, alimente la suspicion et crée un terrain propice aux théories abracadabrantesques. Chacun doit pouvoir juger par lui-même grâce à la disposition publique d'une information complète, précise et honnête sur les avantages de chaque option.

La logique demanderait de faire porter les efforts sur les « personnes à risque », celles qui devraient être vaccinées en priorité ou bien être confinées. Or c'est le contraire qui est mis en oeuvre. Si l'État prenait ses arguments au sérieux il devrait en outre être déjà en mode « open source » pour le vaccin, avec une licence libre pour que tous les pays à même de le produire, comme par exemple la Tunisie ou le Sénégal, puissent le développer et l'utiliser. Les États qui n'ont pas hésité à financer les Big Pharmas et à prendre sur eux les risques d'échec de la recherche n'hésitent pas à bloquer le processus de libération des vaccins obtenus en bonne partie sur fonds publics.

La logique à l'oeuvre, une fois encore, est la soumission à une décision autoritaire et non concertée, ce qui est déjà une bonne raison de ne pas s'y soumettre. Le but est en outre d'expérimenter des techniques de contrôle des populations - leur faisabilité, leur coût, leur acceptation - afin de les mettre au point et, conformément à la technique du pied dans la porte, d'habituer les populations à les accepter.

Le premier confinement a permis à l'exécutif d'expérimenter l'état d'urgence généralisé en accoutumant la population à un déploiement jusqu'alors inimaginable de policiers, militaires et robots de surveillance. Le consentement sous peine d'amende exorbitante à l'auto-autorisation de sortie - souvent renommée « ausweis » en mémoire de l'occupation allemande - fut le prélude à l'acceptation contrainte de l'autorisation - maintenant étatique - à fréquenter tel ou tel lieu public, pour certains vitaux, comme l'hôpital.

La technologie utilisée allie surveillance et contrôle via le téléphone portable. L'application TousAntiCovid contient un « carnet numérique » qui stocke des données personnelles. Les promoteurs de cette technologie ont beau jurer de leur bonne foi en arguant que les informations nécessaires à la lecture des tests et vaccins accessibles sur l'appli seront effacées trois à six mois après, il est raisonnable d'en douter.

C'est donc tout à la fois la technologie, et les modalités d'application du passe sanitaire qu'il faut refuser. Plus qu'un abandon de libertés, on nous demande de donner quitus de toutes les menaces d'ingérences, de surveillances que recèle ce dispositif. Bien sûr cela nous est demandé au nom du bien commun, pour sauver des vies. Comment se refuser à ce modeste sacrifice au nom d'une cause si noble, sinon se sentir coupable ?

Mais les quelques décennies qui viennent de s'écouler sont déjà lourdes des nombreux reculs et concessions obtenus de lois en lois par les pouvoirs successifs. Ce passe pourra être contrôlé par un groupe fortement élargi et globalement dédié au contrôle social. La nouvelle doctrine de l'Intérieur publiée au printemps veut ainsi mettre en place un gradient des « personnels sécuritaires » toujours plus nombreux, intégrant militaires professionnels et réservistes, police nationale, police municipale, polices privées et sociétés de gardiennage. Chacun son rôle et son armement, mais tous unis au sein d'une mission renforcée.

Chacun d'entre eux sera autorisé à contrôler les passes, même ceux qui ne sont pas assermentés. La mise en application intégrera à cette cohorte les responsables d'une grande partie des lieux publics (cinémas, restaurants...), transformés bon gré mal gré - amendes exorbitantes à la clef - en auxiliaires de police.

**Si ces avancées peuvent se faire si rapidement, c'est parce qu'à un moment donné, les technologies sont prêtes. Le passe sanitaire annonce le système déjà en place en Chine sous la forme du Crédit Social qui est une extension du Credit Score américain, développé par une boîte d'intelligence artificielle et synthétisant de nombreuses données personnelles en une note utilisée pour attribuer ou refuser un crédit.**

Un jour, des petits malins de la Startup nation trouveront ça « cool » et vanteront les avantages de leur nouvelle vie connectée, du temps gagné... Le milieu des startups organise déjà des happenings d'auto-puçage. Peu à peu mobilisée à coup d'incitations « nudge », la masse suivra. Bientôt les réfractaires verront des accès se fermer, comme cela commence déjà à être le cas pour les non possesseurs de téléphones « smart ».

**Le précipice est devant nous, la société du Pass Big Brother est « En marche ».**

Serge Aumeunier (ingénieur), Pierre Bance (juriste), Virginie Collomb (juriste), Franck David (écrivain), Pauline Couteau (politiste), Alain Élundut (dessinateur-projeteur), Nicolas Éprendre (réalisateur documentariste), Véronique Fau-Vincenti (historienne), Freddy Gomez (écrivain), Hélène Hernandez (féministe), Wenceslas Lizé (sociologue), Patrick Moreno (informaticien), Philippe Pelletier (géographe), Annick Stevens (philosophe)

Tribune publiée sur Mediapart